



# L'INTERDIT

Canada Post Postes Canada	Postes Canada Port payé
Bulk Third Class	En nombre troisième classe F-41 Montréal

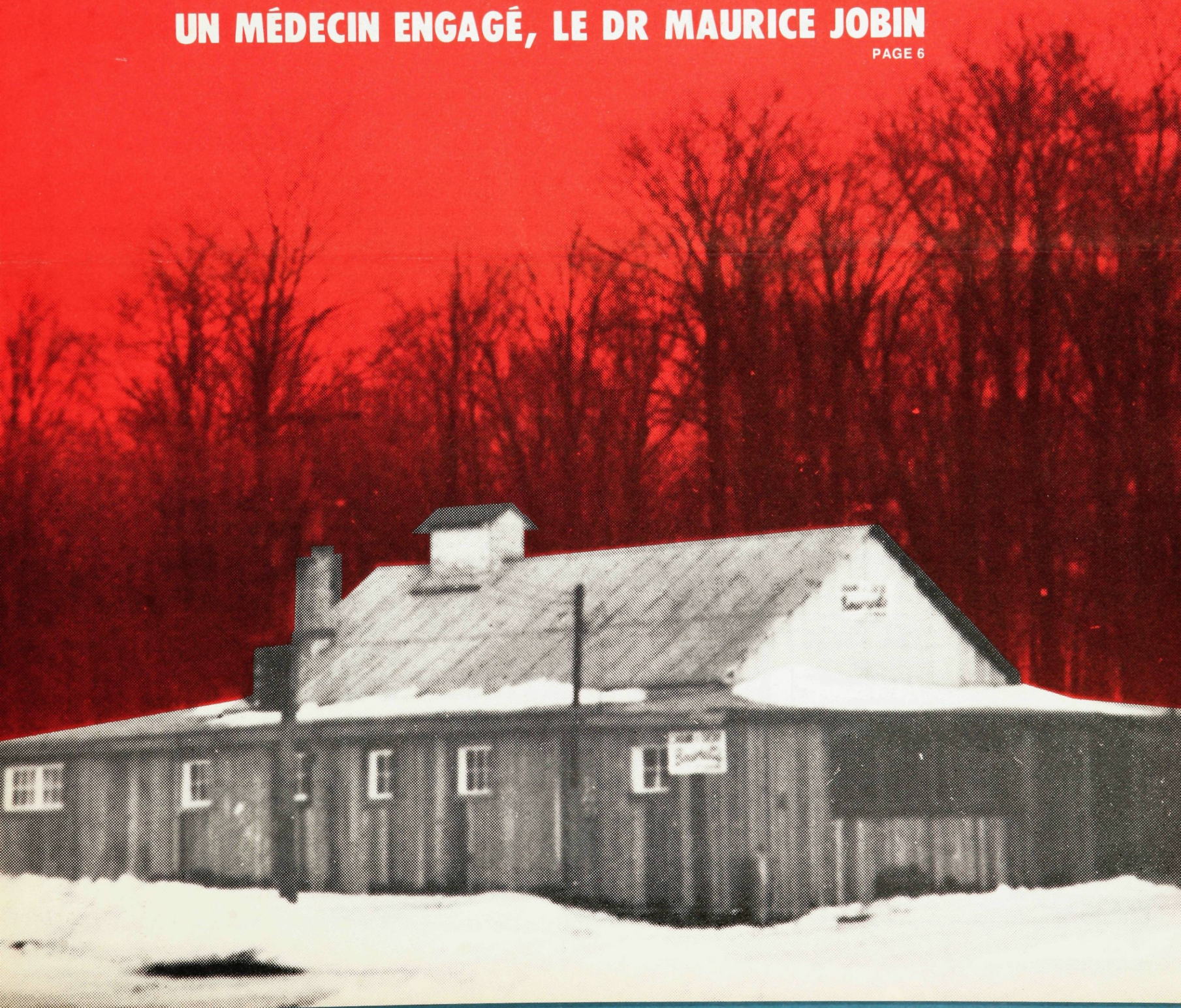
LE JOURNAL DES DIPLÔMÉS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL • VOLUME 14 NUMÉRO 4 AVRIL 1973

**EMMA ALBANI PAR LE TRADUCTEUR  
DE « MÉMOIRES D'EMMA ALBANI »** PAGE 3

**LES DIPLÔMÉS EN SAFARI AFRICAIN**  
PAGE 4

**CENTRE SPORTIF AUX DIPLÔMÉS** PAGE 5

**UN MÉDECIN ENGAGÉ, LE DR MAURICE JOBIN**  
PAGE 6



# LE LENDEMAIN DE LA VEILLE...

Au lendemain de la Dégustation de Vins, Fromages et Charcuteries des diplômés de l'Université de Montréal qui a eu lieu vendredi soir le 30 mars dernier, il ne reste qu'à remercier tous ceux qui ont contribué au succès de cette charmante soirée.

Merci à tous nos commanditaires:

La Banque Canadienne Nationale.

Le Club de Vacances 2001.

Les Enveloppes Montréal Inc.

(Raymond Dagenais)

Imasco Limitée.

Maison H Roy Limitée.

(Marcel Perrier)

Maison So.Di.Ma. Inc.

Stérisystèmes, Division Sterimed.

Targau Construction Inc.

(Florian Gauthier)

Unique, compagnie d'Assurance-

Vie, filiale du groupe Unigesco.

Agence de voyages Viau.

Merci à tous les diplômés et amis  
ou parents des diplômés présents.

Merci au traiteur, M. Bernard Wil-  
la, pour nous avoir gâtés.

Merci à Bacchus... et à l'an pro-  
chain.

**Jacques Breton**  
Comité d'organisation

## L'INTERDIT

journal des diplômés  
de l'Université de Montréal,  
paraît 8 fois l'an.

Les bureaux de l'Interdit sont  
situés au 2910, boul. Édouard-  
Montpetit, bureau 3, Montréal  
250. Téléphone: 343-6230

Abonnement: \$ 3.  
Pour bibliothèques et diplômés:  
\$ 1.  
En supplément: \$ 1.

Les reproductions sont  
autorisées moyennant mention  
de l'Interdit et des auteurs.

Dépôt légal No D6800280,  
Bibliothèque Nationale du Québec.  
Tirage mensuel certifié:  
40 800 copies

MARS 1973  
Volume 14, No 3

Le secrétaire,  
Claude Beausoleil

la présidente  
du comité de l'interdit  
Louise Mailhot

Le directeur,  
Marcelle Croteau

Lithographié par  
Journal Offset Inc.  
254 Benjamin-Hudon,  
Ville Saint-Laurent.

## le déclic

# LES DIPLÔMÉS FORMENT UN CORPS INTERMÉDIAIRE

Nous existons depuis 1934, et nous comptons au delà de quarante mille (40,000) diplômés. Nous sommes donc dans la force de l'âge et puissants; mais, notre force n'est pas canalisée et donc mal utilisée. Le besoin d'établir une structure régionale permettant à l'Association d'entretenir un rapport constant avec ses membres où qu'ils soient et de quelque promotion qu'ils soient, est évident: le succès de nos projets et la crédibilité de l'Association seront proportionnels au nombre de membres actifs dont nous pourrions nous réclamer. Nous sommes nécessaires à la démocratie; mais, nous gardons, trop souvent, un silence béat. Notre organisme est tout à fait autonome vis-à-vis l'État et lié directement à des diplômés, citoyens qui se groupent pour promouvoir leurs intérêts communs, principalement des intérêts professionnels et leurs valeurs. Nous ne sommes certes pas un quelconque groupuscule éphémère mis sur pied pour servir de tribune artificielle à des opportunistes.

Nous avons un énorme avantage au point de vue recrutement; en effet, chaque année, des centaines de diplômés entrent dans notre Association, parfois sans même le savoir. Cependant, un corps intermédiaire qui se veut utile à la démocratie doit pouvoir démontrer qu'il possède l'appui concret et volontaire des membres au nom desquels il agit. De là, l'absolue nécessité de la contribution financière des membres. C'est de cet appui que nous tiendrons notre force et notre influence.

Comme corps intermédiaire, nous n'avons pas pour mission d'utiliser cette force contre l'État ou d'autres organismes et de chercher à s'y substituer. Au contraire, de concert avec d'autres corps intermédiaires, nous devons nous construire une technocratie privée afin d'établir un équilibre par rapport à la technocratie de l'État. Il ne s'agit pas d'appauvrir l'État ou qui que ce soit, mais d'enrichir la société.

L'ère du bénévolat s'estompe. Nous ne devons plus rechercher du personnel dont la seule qualité serait le dévouement. Ce personnel professionnel doit être compétent et jouir d'une sécurité suffisante. Nos cadres doivent être des technocrates, à leur façon. Notre autonomie relative est le reflet de l'une des formes essentielles de la vie démocratique. Notre coexistence avec d'autres organismes, universitaires ou autres, n'a pas pour effet de provoquer des affrontements. Le pluralisme social est un phénomène positif, s'il existe une volonté commune de construire

et de se concerter. Nous croyons que les organismes auxquels nous sommes intimement liés possèdent une telle volonté et ceci crée des conditions favorables à notre développement. Bien loin de chercher à nous affaiblir, notre autonomie est respectée. On doit tenir compte des résultats de nos travaux, même si parfois leurs indications sont incomplètes à cause de nos moyens limités.

Les diplômés, eux aussi, possèdent cette volonté de concertation et ne cherchent pas à se substituer à d'autres organismes ni à les affaiblir. Il ne fait pas de doute que la responsabilité de la direction de notre corps intermédiaire est grande à ce point de vue.

Dans ce contexte, on comprendra l'importance de notre Association de diplômés qui vit actuellement une période de transition et de régénération pour s'adapter à des situations nouvelles. Au seuil de ses quarante ans d'existence, elle consacre ses énergies à se réorganiser, à redéfinir son mode d'action et à s'équiper en vue de répondre aux défis nouveaux.

Réunissant des diplômés, nous sommes dans les faits et non par choix, un organisme d'élite qui se doit d'être à la hauteur des situations. Une mentalité nouvelle est à créer chez nos membres. Traditionnellement, nous avons compté, pour organiser notre action, sur le besoin des membres d'occuper leurs loisirs en travaillant à une bonne oeuvre en dehors de leurs activités professionnelles. Aujourd'hui, cette motivation, sans être complètement absente, n'est plus la principale. Nous demandons à nos membres de pallier à cette situation par une contribution financière de quinze dollars (\$15.00) par année. C'est la minime rançon de l'abandon du bénévolat. En contrepartie, l'Association voit aux relations des diplômés entre eux, aux relations avec l'université, avec le milieu universitaire et avec le public, en général.

Actuellement, et pour les années qui viennent, notre Association requiert de chacun de nous la solidarité dans la poursuite d'objectifs communs à nos différentes professions.

C'est la seule façon, pour nous, d'être un corps intermédiaire valable dont la voix mérite d'être entendue et respectée.

**ANDRÉ LAURENCE, c.r.**  
vice-président  
droit 1956



# SAFARI EN AFRIQUE

LES DIPLÔMÉS VOYAGENT, ILS VOYAGENT BEAUCOUP.

**Certains s'aventurent même hors des sentiers battus des circuits touristiques habituels. Si vous êtes de ceux-là nos pages vous sont ouvertes afin de nous communiquer vos expériences nouvelles.**

L'Afrique a toujours exercé une certaine fascination sur la plupart des gens. On a souvent considéré l'Afrique Noire comme la chasse gardée des aventuriers, des explorateurs et même des missionnaires. Les histoires qu'on nous en rapporte voulaient souvent mettre en valeur le courage de celui qui la racontait, ainsi le voyageur moyen hésiterait avant d'aller vérifier sur place la véracité des faits.

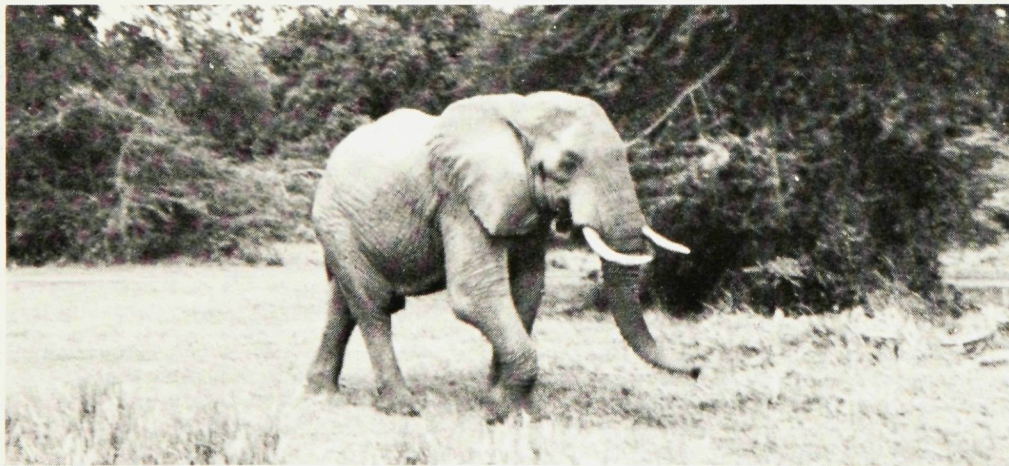
Aujourd'hui, le tourisme est devenu l'une des industries les plus importantes de l'Afrique de l'Est et des milliers de voyageurs constatent qu'il est presque aussi facile d'effectuer un circuit touristique à travers la brousse qu'en Europe. D'ailleurs, il faut bien admettre que l'on se sent plus en sécurité dans un véhicule solide circulant au milieu des bêtes sauvages qu'en simple piéton traversant une avenue d'une grande ville au milieu d'automobilistes civilisés.

Lorsque l'on revient d'Afrique, il est difficile de résister à la tentation d'impressionner ses interlocuteurs avec des histoires de bravoure face aux pachydermes. D'ailleurs on décevrait

la longue on se lassera de voir défiler des animaux, cependant tel n'est pas le cas puisque c'est toujours un spectacle renouvelé qui s'offre à nous et que les animaux évoluent dans un décor différent selon la région où l'on se trouve.

Les paysages sont très impressionnants et variés, des lacs immenses, des arbres d'une grande beauté et partout des montagnes austères dont le Mont Kilimandjaro qui domine à la fois les régions du Kenya et de la Tanzanie.

Nous avons commencé notre Safari à Nairobi, ville moderne, d'où partent la plupart des excursions vers l'intérieur. On visite, aux portes mêmes de la ville, un parc national réunissant la majorité des espèces d'animaux que l'on retrouvera durant le voyage. Quoique intéressant, ce parc n'a pas le charme des parcs plus sauvages où l'on doit chercher les animaux comme les parcs de Tsavo, Amboseli ou autres. En tournée, nous logions toujours dans d'excellents hôtels modernes et confortables, situés le plus souvent à l'entrée des parcs nationaux. Aucune clôture ne limite



si on n'avait pas quelques expériences excitantes à raconter. Il faut souvent partir d'une anecdote anodine qui prend de l'ampleur chaque fois qu'elle est répétée au point de nous effrayer nous-mêmes. Avec le recul, on se rend compte ou du moins on a l'impression, que certaines situations qui nous ont paru très normales sur place pouvaient présenter un certain risque.

Comme pour la majorité des touristes, notre safari s'est limité à un safari photographique dans les trois pays de l'Afrique de l'Est, le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda.

Deux semaines suffisent pour visiter plusieurs parcs nationaux de ces trois pays et satisfaire le voyageur moyen. On pourrait croire qu'à

l'espace des parcs et si ce n'était d'un panneau indicateur qui en marque l'entrée, on ne saurait qu'il s'agit d'un site réservé aux bêtes sauvages. On espère toujours que les animaux sont bien éduqués et qu'ils ne franchiront pas le panneau. Il arrive que l'on voit un éléphant ou un hippopotame se promener à quelques pas de la terrasse de l'hôtel où l'on continue, sans même y faire attention, à déguster une consommation.

Normalement les parcs ne sont pas habités, sauf par quelques tribus de Masai qui y ont construit des petits villages. Tous les ans on déplore la mort de plusieurs indigènes qui se sont fait dévorer par des lions affamés. Tel fut le cas le jour de notre passage dans l'un de ces villages.

On ne se lasse pas de visiter plusieurs parcs et jamais on n'a l'impression de parcourir un zoo. Il faut trouver les animaux qui sont répartis sur plusieurs dizaines de milles carrés, et pour ce faire on emprunte de petites routes qui sillonnent la brousse. Lorsque soudain surgit devant soi un premier troupeau d'éléphants, on ressent une certaine émotion, pour ne pas dire crainte. Les guides savent jusqu'à quel point ils peuvent approcher des animaux. Ils ont un flair pour dénicher les bêtes, on les voit conduire le véhicule dans les hautes herbes où rien ne bouge et déboucher sur un groupe de lions au repos, mais qui ne le restent pas longtemps. Ceux qui se flattent de voyager hors des sentiers battus dans des pays d'Europe visités depuis des centaines d'années et dont, malheureusement peu de sentiers n'ont pas été battus par d'autres avant eux, seraient heureux en Afrique, puisque l'on passe une grande partie du temps hors de tout sentier. Le chauffeur-guide lance sans hésitation son mini-bus ou Land-Rover à travers les arbustes, ce qui nous valut quelques crevaisons. Dans un parc, il est défendu de quitter son véhicule, cependant pour changer un pneu crevé, on n'hésite pas à descendre, et, sans aucune protection, on se promène entouré de rhinocéros ou de lions, sans même ressentir aucune sensation d'insécurité, alors qu'en temps normal, on craint même d'approcher d'une cage dans un zoo.

Les animaux dans leur habitat naturel n'inspirent aucune crainte, ils cohabitent, se contentant de brouter l'herbe ou de dormir au soleil.

Un des parcs les plus intéressants est celui de Ngorongoro, situé au fond d'un immense cratère où l'on retrouve la plupart des espèces d'animaux d'Afrique. Jamais on ne se lasse de voir vivre les animaux qui se côtoient. Il est surprenant de voir un troupeau de zèbres ne porter aucune attention à un lion rôdant à proximité. Soudain le lion s'empare d'un zèbre, moment d'excitation, il le traîne dans un fourré et le calme est rétabli.

Au cours du voyage, nous avons assisté à un tel spectacle qui est très impressionnant lorsqu'il se déroule à quelques pas de soi.

Notre safari se termina par l'Ouganda, dont les paysages sont très différents de ceux déjà vus ailleurs. L'excursion aux chutes Murchison, en remontant le Nil Victoria, est sans doute l'expérience la plus extraordinaire d'un tel voyage. On a l'impression d'être plongé au tout début de la Création. À bord d'un petit bateau on côtoie des milliers d'hippopotames que l'on dérange volontairement, on est entouré de crocodiles, d'éléphants et d'oiseaux colorés dont les chants sont les seuls sons que l'on entend avec le brrissement des éléphants.

Un safari en Afrique reste une expérience unique et même si on ne peut se vanter d'avoir vécu des instants dangereux, il reste que quelquefois, on ressent certaines émotions. Ainsi, en rentrant vers notre bungalow un soir par un sentier mal éclairé, on arrive face à face avec une hyène. Dans un tel moment, on espère avoir à faire à une hyène qui entende à rire.

Robert Viau  
LETTRES 1957



À L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

# LE CENTRE SPORTIF SERA-T-IL BIENTÔT ACCESSIBLE AUX DIPLÔMÉS?

Ça fait déjà plusieurs années que ça dure! Chaque fois qu'un diplômé désirant pratiquer son sport favori se présente sur ces lieux enchanteurs du Centre sportif (où il était naguère bienvenu), on lui fait savoir que les services offerts sont réservés à l'usage exclusif des étudiants.

Plaintes, re-plaintes, tentatives de menaces, connaissance de quelqu'un haut placé à l'Université, rien n'y fait! Ces hommes préposés à la bonne marche du centre sportif sont "incorruptibles"! Pour utiliser les locaux et/ou pour emprunter du matériel, il faut sa carte d'étudiant. Les ordres sont formels.

Pourtant, les services offerts par le Centre sportif sont encore assez limités: il n'y a pour l'instant qu'une patinoire recouverte, deux terrains extérieurs, une piste de ski et quelques courts de tennis. On peut se demander quelle sera la demande lorsque la seconde tranche du complexe sportif (piscines et gymnases multiples) sera construite dans peu d'années? Nous savons tous à quel point la natation ainsi que les sports praticables en gymnase sont populaires chez nous. À l'instar de son attitude envers les étudiants vis-à-vis d'autres revendications, l'Université attendra-t-elle que les pressions (des diplômés) se fassent trop menaçantes pour réagir et élaborer des politiques qui permettraient l'accessibilité de ses diplômés aux services sportifs?

Dans un plaidoyer financier pour justifier l'accessibilité des sports et services universitaires à l'ensemble de la communauté universitaire (étudiants, professeurs et employés) ainsi qu'aux diplômés de l'Université, le premier argument qui vient à l'esprit est que l'argent versé par le gouvernement pour les services aux étudiants provient des payeurs de taxes qui sont ces mé-

mes professeurs, employés et diplômés. Bien sûr, il s'agit là du sempiternel argument des payeurs de taxes et il n'est pas très fort; mais ce n'est qu'un début.

L'autre argument, plus fort celui-là, est celui du financement **direct**. Si j'ai bonne mémoire la structure que l'on nomme Centre sportif de l'Université de Montréal fut construite à la suite d'une campagne de souscription publique qui joua un rôle important dans le financement du projet. Et si mes souvenirs sont exacts, n'y a-t-il pas eu au cours des récentes années une autre campagne de souscription où les sommes amassées devaient entre autres choses servir à financer la 2<sup>ième</sup> phase du complexe sportif, soit les piscines et gymnases?

La question cruciale est alors la suivante: qui pensez-vous va-t-on solliciter en premier lors de ces campagnes de souscription? Vous avez deviné: les diplômés, bien sûr, et particulièrement ceux qui travaillent dans de grandes entreprises où les budgets de relations publiques sont

des plus volumineux! Par la même occasion, on louange l'Alma Mater universitaire, sa beauté, son efficacité, sa complexité, ... et naturellement ses besoins financiers!

Je n'ai malheureusement pas de données précises sur le pourcentage de participation des diplômés de l'Université de Montréal à ces deux souscriptions. Quoi qu'il en soit, s'il est élevé ce serait là un argument logiquement assez puissant pour penser commencer à offrir quelques services en échange. Si au contraire ce pourcentage est faible, c'est qu'on a manqué quelque part: offrir les services sportifs aux diplômés serait le meilleur moyen d'y remédier et de prédisposer ceux-ci à accueillir favorablement les prochaines campagnes de souscription. Peut-être alors ne dira-t-on plus partout qu'au Québec c'est à l'Université de Montréal que les diplômés participent le moins à la vie universitaire après qu'ils l'aient quittée.

Gérard Ducharme  
HEC 1971



Depuis que la majorité des médecins a retrouvé «un certain sourire» et une forme de quiétude matérielle dans une routine que chacun a pu roder selon ses aspirations particulières, plusieurs faits n'ont pas échappé à la vigilance et à la réflexion de quelques «professionnels de la santé».

Ces derniers croient que l'individu serait plus à l'aise dans un contexte social où chacun pourrait trouver une plus grande souplesse et une réponse de dimension plus conforme au «tempo» de notre société qui veut édicter ses propres législations de bien-être et de sécurité.

Au nombre de ces médecins dont la voix se précise de jour en jour, nous avons pu rencontrer Le Dr Maurice Jobin que plusieurs considèrent comme un «marginal», mais dont les idées ont le mérite d'éveiller l'attention de groupes qui oeuvrent au-delà d'un conformisme dont les recombées ne font plus le poids.

Le Dr Jobin a d'abord fait ses études classiques au Collège Brébeuf chez les «bons» Jésuites, puis ses études de médecine générale à l'Université de Montréal. Il exerce sa profession depuis 18 ans.

— Pourquoi avoir choisi la médecine générale?

— J'ai d'abord fait une année supplémentaire d'internat dans un hôpital montréalais. À ce moment, j'hésitais entre la médecine interne et la médecine générale. Après avoir vu ce qui se passait dans les hôpitaux et le type de médecine qu'on y pratiquait, j'ai pensé que je pouvais aussi bien faire mon boulot en médecine générale qu'en médecine interne dans les hôpitaux.

— Que pensez-vous de la médecine interne?

— La médecine interne est trop centrée sur la maladie. Normalement le travail de l'interniste devrait compléter le travail de l'omnipraticien afin d'essayer de diagnostiquer les cas compliqués. Or, depuis environ quinze vingt ans que la médecine interne existe elle est devenue pendant un certain temps la médecine des gens riches. Évidemment, tout cela change un peu présentement avec la réforme de la santé. Dans les années 60, les gens riches avaient leur médecin de famille qui était un interniste et les gens de milieu moyen ou pauvre avaient comme médecin un généraliste. À ce moment, les internistes ne faisaient pas de la médecine interne mais faisaient plutôt de la médecine générale auprès des gens aisés. C'est ce qui a amené une certaine congestion dans les hôpitaux, congestion qui d'ailleurs persiste encore.

— Avez-vous déjà été attaché à un hôpital?

— J'ai été attaché à un hôpital comme médecin-visiteur pendant quinze ans, années durant lesquelles d'ailleurs nous avons fait des démarches pour obtenir un statut officiel de médecin-visiteur. On nous l'a constamment refusé; alors en désespoir de cause j'ai décidé qu'il y avait beaucoup de travail à faire sur la rue et dans mon bureau, et maintenant je ne vais plus dans les hôpitaux où des milliers de médecins se disputent les places.

— Comment voyez-vous la pratique de la médecine du point de vue humain?

— Actuellement, je trouve que nous avons une médecine trop centrée sur la maladie et pas assez sur l'être humain. Les médecins sont là un peu comme des pompiers, ils éteignent des feux alors qu'ils devraient surtout faire de la prévention. De plus en plus, un petit groupe qui travaillons pour le «Québec Médical», tentons de développer cette notion de médecine et milieu. Nous réalisons de plus en plus que c'est le milieu qui influence les gens. En effet, très souvent ceux-ci sont malades non pas à cause de virus ou de bactéries mais à cause de perturbations sociales et affectives dans leur milieu. Toutes les perturbations telles la pollution sonore, la pollution de l'air et de l'eau etc... y sont aussi pour quelque chose. Donc c'est une foule de facteurs qui contribuent à la maladie mais qui ne sont pas les agents qu'on nous a décrits à l'Université. Je pense qu'il va falloir de plus en plus modifier les études de médecine afin de permettre aux étudiants de voir les inter-relations entre les divers facteurs d'agression dans la société, plutôt que de se limiter à la physique, à la chimie ou aux sciences traditionnelles.

### SANTÉ VIA POLITIQUE...

— Alors, être médecin ce n'est pas seulement soigner le corps?

— Évidemment, si on parle de soins de l'âme on dramatise un peu, on rejoint un peu les confesseurs... mais je pense qu'il faut soigner l'être humain comme un tout, physique, physiologique, et psychologique. De plus en plus les gens présentent des problèmes d'ordre psychosomatique donc ils ont des malaises, mais ce sont des malaises dus au stress, aux problèmes de la vie courante. Le médecin doit s'intéresser de plus en plus aux causes sociales de la maladie et à ce moment on touche presque au monde politique.

On sait que parmi les facteurs de stress qui influencent la maladie, il y en a qui ne relèvent pas de la médecine. Tout ce qui implique le social, par exemple la malnutrition, les logis insalubres, les inégalités sociales, le chômage etc... Tout ceci influe sur l'état de santé et le médecin ne peut régler ces problèmes lui-même. On pense même à un moment donné que la solution à tant de problèmes médicaux viendrait presque de la politique. Le meilleur psychiatre au monde ne pourrait régler le problème du chômeur père de cinq enfants qui souffre de dépression non plus d'ailleurs que le meilleur pédiatre ne pourrait régler celui des enfants qui souffrent de rachitisme. Quand on considère des solutions telles une meilleure répartition des richesses ou encore une politique de revenus annuels garantis je pense qu'on pourrait peut-être plus pour la santé des gens que ce que les médecins peuvent faire dans leur bureau.

D'ailleurs, d'un autre point de vue, si on regarde le nombre de gens qui meurent de maladies cardiaques dues à une société d'abondance, les gens qui souffrent de diabète parce qu'ils mangent trop et ne font pas assez d'exercice, on finit par penser que les solutions peuvent venir d'en dehors de la profession médicale.

Moi, je considère qu'un bon professeur de culture physique qui enseigne aux jeunes à faire de l'exercice ou qu'une bonne nutritionniste qui apprend aux jeunes à bien manger font autant de médecine préventive que les médecins dans leur

UNE ENTREVUE AVEC LE DR M. JOBIN

# UN MÉDECIN ENGAGÉ



Cette scène illustre le contact humain qui doit s'établir entre le médecin et son patient et dont nous parle le Dr M. Jobin.

bureau. Donc la médecine prend de plus en plus une dimension sociale. Il va falloir dans les facultés de médecine, inculquer aux étudiants cet aspect de la médecine sociale ce qui n'a pas été fait jusqu'ici.

## CENTRES COMMUNAUTAIRES ET CONSCIENCE SOCIALE

— On parle beaucoup présentement de centres communautaires...

— D'après le rapport Castonguay, la loi 65, le gouvernement voudrait mettre sur pied des centres locaux de services communautaires qui seraient pour ainsi dire la porte d'entrée des soins, des services médicaux et sociaux. Ces centres pourraient s'avérer utiles lorsqu'il y a par exemple chevauchement de facteurs médicaux et sociaux: père en chômage, enfants mal nourris etc... À ce moment, si dans le même centre vous aviez des médecins, des psychologues, des infirmières, des nutritionnistes, des travailleurs sociaux, on pourrait beaucoup plus répondre à la gamme des soins de première ligne car le médecin à lui seul ne peut régler tous les problèmes. Donc le Ministère des Affaires Sociales voulait ouvrir trente de ces centres au Québec. Le problème qui se pose est de savoir qui va travailler dans ces centres. Doit-on compter sur des volontaires qui évidemment ne courent pas les rues? D'autres problèmes se posent...

On parle d'une nouvelle optique de soins dans ces centres, optique basée sur «l'équipe multidisciplinaire» où à ce moment les gens travailleraient en équipe plutôt qu'un médecin enfermé dans un bureau seul. Donc cela crée des problèmes de rémunération. On se demande comment les médecins pourraient être rémunérés à l'acte dans de tels centres! Il faudrait qu'ils soient salariés. S'ils sont salariés il faudrait tout de même que leur salaire ne soit pas exorbitant par rapport aux autres professionnels de la santé qui sont là. Il y a déjà des C.L.S.C. en marche où le médecin gagne \$35.000.00 et l'infirmière \$5.000.00. Je vois mal celle-ci travailler avec un enthousiasme débordant face à une telle discrimination. Donc, c'est un problème de base qui va faire que les médecins refuseront d'aller dans ces centres à moins d'être rémunérés autant que dans la pratique privée. Je me demande comment on va résoudre le problème.

Quand je parle de conscience sociale j'entends par là que si vraiment les médecins voulaient jouer le jeu, ceux qui pratiquent déjà dans les districts où ces centres sont en marche devraient au moins consacrer une demie journée ou une journée par semaine à ces centres et que peut-être à la longue ils s'intéresseraient à ce nouveau genre de médecine et qu'ils accepteraient d'y travailler à plein-temps. Parce qu'autrement, je ne vois pas comment on pourrait en sortir à moins que le gouvernement décide de se servir de la «conscriptio»... afin de forcer les médecins à travailler dans ces centres ce qui n'est évidemment pas la solution idéale!

## LES CONFRÈRES...

— Est-ce que le fait que l'on parle beaucoup de vous peut vous nuire auprès de vos confrères?

— Je pense que ce n'est pas tellement qu'on parle de moi, finalement c'est moi qui me permet

parfois de donner mon opinion quand on me la demande...

Je pense bien que ça ne fait pas l'affaire de tout le monde; certains ne m'aiment pas beaucoup, d'autres sont d'accord avec ce que je dis mais eux-mêmes ne veulent pas parler parce qu'ils trouvent que le ton que je prends est trop violent mais je suis convaincu que dans notre société à moins de crier bien fort on ne se fait pas entendre! Il y a des gens qui écrivent de très beaux textes sur un ton extrêmement nuancé afin de suggérer des réformes dans la société; les gens les lisent, les mettent de côté et continuent de mener une petite vie bien tranquille. Il faut à un moment donné choquer les gens pour les réveiller et leur faire prendre conscience qu'il y a des problèmes qui sont graves. J'ai déjà dit à des confrères qui trouvaient que je "gueulais" un peu fort que c'était peut-être mieux que cela vienne de moi parce qu'un bon jour si rien ne change il y a des gens qui pourront être plus violents ou plus agressifs que je ne peux l'être, des gens beaucoup plus disposés à agir pour changer une société qui n'accepte pas. Je pense que c'est aussi bien que la volonté de changement vienne de l'intérieur de la profession que d'attendre qu'il se fasse une révolution!

— Vous avez des appuis?

— Nous avons de plus en plus d'appuis surtout évidemment parmi les médecins plusieurs manifestent leur approbation. Ils nous disent qu'ils sont d'accord, mais qu'ils sont dans une situation où ils ne peuvent pas parler aussi fort que moi qui suis dans mon bureau. Ceux-là risquent de perdre leur situation dans l'hôpital où ils travaillent. Nous avons aussi un nombre croissant de paramédicaux qui nous appuient et qui s'aperçoivent à un moment donné que le domaine de la santé doit déborder de la médecine afin de devenir un travail multidisciplinaire. Nous avons surtout des appuis des consommateurs de soins, des gens qui sont malades et qui se rendent compte qu'il est grand temps qu'on change la formule de dispensation des soins qui jusqu'ici a toujours favorisé les éléments riches de la société au détriment des éléments pauvres.

Dans les quartiers défavorisés les gens ont peine à trouver un médecin alors que les gens en moyens se font hospitaliser pour la moindre raison, voient des spécialistes à la chaîne et ce sont toujours les mêmes qui passent les mêmes «check up», qui abusent en fait des services médicaux alors qu'il y a des gens de quartiers défavorisés qui souffrent de diabète et ne le savent même pas, de haute pression, de malnutrition, ont peine à voir un médecin ou font la queue dans les cliniques d'urgence des hôpitaux.

— Et la médecine d'équipe?

— On nous reproche de ne pas accorder assez de temps à chaque patient ou encore de donner des rendez-vous trop lointains. La seule façon d'en sortir serait justement de former de plus en plus de médecins omnipraticiens ou de trouver une solution dans le sens de la «médecine d'équipe» où le médecin pourrait dévouer des tâches plus simples, vaccination, piqûres, prise de pression, à des paramédicaux. Il y a une foule de choses qui pourraient être faites par des infirmières et je crois que d'ailleurs un des buts du bill 65, de l'équipe multidisciplinaire serait de dégager le

médecin des tâches qui pourraient être faites par des gens dont l'entraînement a été moins dispendieux qu'un cours de médecine de cinq ans et par le fait même ceci permettrait aux médecins d'accorder plus de temps à des problèmes plus sérieux...

— Vous parlez de former plus d'omnipraticiens?

— Si d'après le rapport Castonguay le médecin omnipraticien doit être à la porte d'entrée de la maladie, si nous avons six millions de citoyens au Québec et même plus, si la porte d'entrée doit être le C.L.S.C. ou doit être le cabinet du médecin généraliste, parce qu'il serait ridicule de demander aux gens d'aller voir un spécialiste des poumons pour une grippe, si tous les citoyens doivent commencer par aller à un centre communautaire ou par voir un omnipraticien, il est évident qu'il y a une pénurie.

Combien faudrait-il de C.L.S.C. dans toute la province? On parle de trente pour cette année, je ne sais pas éventuellement combien il y en aura. Je me suis même posé la question à savoir si on aura seulement les C.L.S.C. dans les quartiers défavorisés et qu'on aura la médecine traditionnelle de pratique privée ou de clinique de groupe chez les gens riches? À ce moment-là je ne suis pas d'accord parce qu'on aura encore deux paliers de médecine, une pour les riches, une pour les pauvres, même si l'accueil était très chaleureux dans les C.L.S.C. avec les travailleuses sociales, les infirmières et ainsi de suite... Est-ce que les gens allant consulter des spécialistes ou des médecins dans les cliniques privées n'auront pas accès plus facilement au deuxième palier de soins, aux soins hospitaliers, que les gens allant dans les centres communautaires? Alors il s'agit de savoir si on aura encore une médecine de pauvres, de riches ou si la médecine va finir par se stabiliser et qu'il y aura la même porte d'entrée pour tous les citoyens riches comme pauvres.

— Pour quels journaux écrivez-vous?

— J'écris surtout pour le «Québec Médical» qui était l'organe officiel de la Fédération des Médecins Résidents; ceux-ci à l'automne 72 l'ont laissé tomber parce qu'ils n'en voyaient plus l'importance. Alors l'éditeur du journal a demandé à quelques médecins, quelques psychiatres, quelques confrères d'essayer de lui redonner un nouveau souffle. Alors, avec le Dr Mongeau, le Dr Jean-Yves Roy, une sexologue Michèle Guay nous avons décidé de reprendre le journal en main et nous avons appris cette semaine que les «Résidents» sont tellement intéressés par l'optique et le contenu, qu'ils nous ont offert de collaborer de nouveau et qu'ils vont devenir des collaborateurs réguliers.

Si le docteur Jobin n'a pas l'heur de plaire à tous, du moins il a le courage de ses convictions.

On peut vraiment dire de lui que c'est un «médecin engagé» qui se soucie du bien-être d'autrui.

Son rôle ne se bornant pas simplement à celui de médecin, il est à souhaiter que de nombreux professionnels se rallient à sa cause et cherchent eux aussi à donner leur appui en ce qui concerne les problèmes imminents pour lesquels Maurice Jobin n'a pas craint de lutter.

Francine Lafleur

DR JACQUES P. ASSELIN

## UN DIPLOME... 36 MÉTIERS

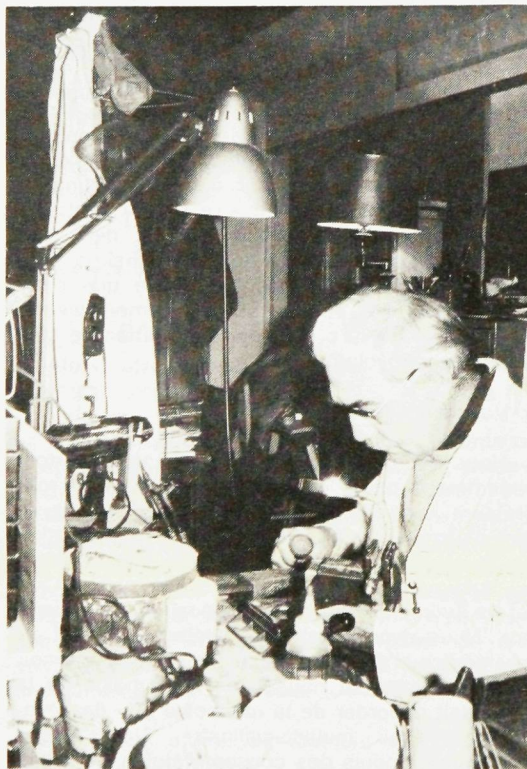


Jacques Asselin dans son atelier: orfèvrerie.

«36 métiers, 36 misères» disaient nos aïeux. Et pourtant il se trouve des individus qui s'accommodent de cette situation. Tour à tour «checker» au CN, garçon de table, cuisinier sur les bateaux, optométriste, directeur général dans une manufacture de tapis, directeur des ventes dans une compagnie de location de voitures, administrateur à Miami dans une compagnie d'aviation et à l'Expo de Montréal, portant le titre d'Officier cérémoniaire des Chevaliers de Colomb, 2e canadien Chevalier de la Pairie des grands vins de France et 1er Chevalier du Champagne de l'Ordre des Côteaux, tout en étant violoniste, escrimeur, surtout joaillier touchant aussi à la peinture, à la sculpture, à la menuiserie, roulant sa bosse un peu partout autour du globe et en même temps Québécois convaincu, Jacques Asselin est l'un de ceux-là.

Vers l'âge de 17 ans, un certain 4 février, à 10<sup>h</sup> sous zéro dans la neige jusqu'aux genoux sur les rails du CN il se dit «Asselin, tu ne feras pas toute ta vie dans ça!» Le sort en était jeté. Le lundi suivant avec pour tout bagage une 8e année et un entêtement à toute épreuve, il commençait des cours privés à l'école Fernand Girard, puis 11 mois plus tard il faisait son entrée en Sciences à l'Université de Montréal. C'est aussi cet esprit de décision rapide qui l'amènera un an plus tard en optométrie séduit qu'il était par le caractère de liberté et d'autonomie que semblait offrir cette profession à celui qui la pratiquait.

— Je prétextai que j'avais l'intention d'aller pratiquer en Amérique du Sud d'où je revenais, travaillant l'été sur un bateau comme cuisinier. On m'accepta même si le semestre était amputé de plus d'un mois à la condition que je rattrape les cours perdus. C'est ainsi que je passai des Sciences à l'Optométrie... L'Université de 1943 à 1948, c'était une grande famille. C'était la belle époque du Quartier Latin, des débuts du chœur Bleu et Or, des Camille Laurin, Jean-Baptiste Bélanger, Jean-Louis Roux, Jacques



Jacques Asselin dans son atelier: joaillerie.

Hébert, Ambroise Lafortune, Jean-Marc Léger, Robert Lhewellyn... c'était l'époque des grèves timides qui duraient  $\frac{3}{4}$  d'heure, une heure au moment du lunch au sujet des cases qui n'arrivaient pas, c'était l'époque des manifestations contre la guerre, contre la conscription, c'était l'époque où l'on brûlait le bureau des communistes au coin de Sainte-Catherine et Saint-Denis, où l'on vidait le bordel du 312 Ontario... C'était l'époque de Duplessis, de l'université pontificale... c'était aussi le début de l'éveil dans bien des domaines.

D'une curiosité insatiable, il profite de ses étés pour voir le monde: en 1944, il travaille à Détroit chez Ford; en 45 et 46 garçon de table ou cuisinier sur les bateaux il se rend en Amérique du Sud, en Europe... et pendant l'année son rôle d'Officier cérémoniaire aux Chevaliers de Colomb le mène de la Gaspésie à l'Abitibi.

De 1948 à 1956, il pratique l'Optométrie à Montréal.

— Je travaillais surtout à la réhabilitation. Une paire de lunettes ne règle pas le problème d'un individu. Elle ne fait que l'en accommoder. Il est rare qu'un type te dise «je ne vois pas clair»; il dira «quand je lis, j'ai mal à la tête, je m'endors» ou «quand je suis fatigué, je vois dou-



Jacques Asselin dans sa maison québécoise en pierres vieille de 103 ans qu'il s'affaire à rénover dans ses moments «libres»...

ble»... souvent ce sont des cas à référer à la médecine générale... Quand tu travailles dans un quartier ouvrier, tu ne peux être exigeant en ce qui concerne les honoraires. Il n'y a pas d'argent qui traîne dans le peuple. On a qu'à regarder le taux de chômage et la moyenne salariale du Québécois. Mais un bureau ça coûte cher. L'étatisation a réglé dans une certaine mesure le problème pour ce qui est de la médecine. Avant c'était le prix qui était trop élevé pour le citoyen. Maintenant on se rend compte que c'est de médecins qu'on manque comme on manque de n'importe quels spécialistes qui s'occupent de santé publique.

Quand il est parti pour la Floride en 1956, c'était avec l'intention d'y pratiquer, d'y ouvrir un bureau, mais les circonstances en ont décidé autrement. Il s'est retrouvé à Miami, à la National Airlines au département des ventes en vue d'y installer un système de réhabilitation visuelle pour les pilotes.

— J'avais parfois la nostalgie du bureau. Mais on ne peut tout faire en même temps, et j'ai acquis de l'expérience dans d'autres domaines.

Il avait en effet plusieurs cordes à son arc. Dès l'époque de son bureau à Montréal il avait senti le besoin de diversifier ses activités. Il avait suivi un cours par correspondance en administration qu'il compléta par un cours en «Airlines sales management» à l'Université de Miami. Ce fut aussi le début de sa «carrière» d'escrimeur.

— Assis dans le noir de mon bureau tout le jour et souvent le soir, je réalisai qu'il me fallait de l'exercice, un sport qui me donnerait le maximum de rendement dans un temps minimum. Je consultai une étude présentée dans Life concernant les valeurs accordées aux différents sports... et le lendemain je m'inscrivais à des cours d'escrime.

C'est ainsi qu'à Miami il devint professeur d'es-



crime (ce qu'il fit aussi plus tard au collège royal militaire de Saint-Jean). Une de ses élèves termina au second rang du championnat de l'État. Lui-même, représentant l'équipe de Floride à Cuba se classa bon 2e.

— Ce n'est pas que je fus excellent, dit-il, mais là-bas les escrimeurs comptent surtout parmi les comédiens d'Hollywood.

Miami vit de plus naître sa «carrière» de tailleur de pierre.

— Mon intérêt pour la pierre précieuse remonte à très longtemps. Dès l'âge de 14 ans j'ai rencontré Jim Clément, diamantaire à Montréal et je lui dit que je voulais être tailleur... Quand je suis allé en Amérique du Sud les premiers mots espagnols que j'ai appris étaient or et pierres précieuses. En Belgique à la même époque j'en ai fait du marché noir ce qui m'a aidé à payer mes études. Plus tard en 1962 lorsque j'irai en Asie, ce sera aussi surtout pour la pierre précieuse et le bijou. Mais c'est à Miami que j'ai taillé mes premières pierres. Le principe de la taille est tout indiqué pour un optométriste. Mes notions d'optique, de géométrie, de physique, de géologie, et la précision de l'oeil, de l'ouïe et du toucher me servaient. Un professeur des ateliers de Henry Graves connu à travers les États-Unis m'a montré à tailler ma première pierre. Ma troisième pierre, je la vendais. Après je taillais, je vendais des pierres et j'étais moniteur de cours à cette fameuse école.

— En avril 1963, après un voyage autour du monde, j'ai choisi de revenir au Québec. La Floride, c'est bon pour les gens qui ont 90 ans et pour le soleil. J'ai travaillé à Hertz Rent a car comme directeur des ventes pour le Canada. Au bout de 3 ans ils ont décidé de partager le marché canadien en deux me confiant le Québec et mettant un Américain en charge du Canada anglais. J'ai démissionné. Ensuite j'ai fait Expo 67, Terre des Hommes et la Ville de Montréal au Service des concessions des licences jusqu'en juillet 1968 alors que ce qui était un passe-temps pour moi, la taille de la pierre, est devenu mon gagne-pain. Et un jour que j'avais taillé une aquamarine de 28 carats et que je ne trouvais pas de monture qui me satisfaisait je me suis acheté quelques burins, limes, scies, j'ai dessiné et fait mes propres montures. Peu à peu j'en suis venu à l'orfèvrerie, la joaillerie, l'argenterie, et j'ai touché un peu à la sculpture, à la peinture, au modelage...

Son intérêt pour les arts et les activités de précision remonte à son enfance. De son père il a hérité du doigté et de la minutie du serrurier, de sa mère le sens artistique de la pianiste qui aussi peignait, brodait... Lui, il fouillait dans les livres et s'initiait aux rudiments de la musique. Étudiant à l'Université, il pratiquait son violon pour se détendre entre ses périodes d'étude et, une fois optométriste, il s'acheta pinceau, marteau, tourne-vis... pour se mettre à la peinture, à la sculpture sur bois, au modelage...

Il croit fermement qu'il y a un avenir dans le bijou au Québec.

— À travers le monde des centres se sont forgés une réputation dans le domaine du bijou. Taxco au Mexique pour l'argent, Ibar Oberstein, en Allemagne, pour la taille de la pierre... Ici au Québec on produit l'or, l'argent, le cuivre, on les vend à l'étranger, ils nous reviennent façonés et nous sont revendus beaucoup plus cher... J'ai déjà pensé la création d'une école

subventionnée où l'on enseignerait la fabrication du grand bijou et du bijou commercial, l'orfèvrerie, la dinanderie, la taille de la pierre... Mais ça coûte cher une telle école (équipement, matières premières). Et avant qu'elle soit rentable, ça peut prendre quelques années... L'élève pourrait produire sous la direction du professeur et ses oeuvres mises sur le marché contribueraient à financer l'école. Ou, les étudiants gradués pourraient après leurs études se servir du matériel de l'école (pour un individu l'investissement est assez élevé) et en ce qui concerne la mise en marché, former une coopérative de ventes et même toucher le marché international. Ce n'est ni le personnel, ni les idées qui manquent... «Mais, nous dit-on, une école ne peut produire, car elle nuirait au marché!» Quel marché? Le marché étranger évidemment! Ce qui manque, c'est le goût du risque pour investir dans quelque chose qui ne rapportera pas d'argent dès le début. Esdras Mainville a passé près d'être excommunié quand il a fondé l'école des H.E.C. Il avait idée de former des gens et non de faire de l'argent. Mais à moyen et long terme, c'est rentable pour le Québec.

Chez Jacques Asselin, ce n'est pas le goût du risque qui fait défaut. Il aime relever les défis; sa souplesse et sa disponibilité l'ont amené à s'occuper activement ces derniers temps à la promotion de la race chevaline dans le cadre de la Fédération équestre du Québec.

— Le cheval m'a toujours intéressé. J'ai remarqué que les enfants élevés avec des animaux et spécialement le cheval communiquent plus facilement avec leurs voisins. Ainsi il peut s'avérer utile dans la réhabilitation du délinquant car le jeune qui se doit de respecter le cheval pour s'en faire un ami, fera peut-être de même avec les individus... De plus l'équitation est un art. Au Québec on la considère encore comme une «tape-cul». Il nous faudrait de bons chevaux, de bons professeurs. C'est pourquoi nous avons suggéré et obtenu du gouvernement canadien une subvention nous permettant de faire une étude complète sur le cheval. Cela comprend, l'hippophagie (viande chevaline), l'équitation populaire, les sentiers équestres, une hippobibliothèque, l'élevage du cheval de race, la rééducation physique, la réhabilitation, la formation de cavaliers... Parmi les sports qui prennent de l'essor, c'est peut-être ceux du côté de la race chevaline qui ont le plus d'avenir... Le Québec qui il y a 30 ans était exportateur de chevaux en importe aujourd'hui 21 contre 1 qu'il exporte à l'étranger. Tout est à faire!

Son travail actuel le passionne comme tout ce qu'il a fait dans sa vie. Et il faut bien l'avouer, Jacques Asselin ne souffre pas de fausse modestie... Il est fier. Sa réussite, ce n'est pas son papier d'optométriste...

— Tout le monde sait que tu n'as pas nécessairement besoin d'un haut quotient intellectuel pour obtenir un diplôme universitaire, et que dans chaque profession tu as des ratés là comme ailleurs...

Ce n'est pas non plus une question d'argent... loin de là. C'est d'avoir réussi à relever les défis qu'il s'était lui-même lancés en quelque sorte.

Et c'est parce qu'il aime les défis et ses racines québécoises que dans ses moments «libres» il se transforme en menuisier-bricoleur. Depuis 1968 il est propriétaire d'une maison qué-

bécoise en pierres des champs sur le rang des Patriotes à Lacadie. Comme beaucoup de ce qui constitue notre patrimoine, sa maison âgée de 103 ans a malheureusement subi les contrecoups du «modernisme». Avec l'aide précieuse de son épouse il s'affaire donc à sa rénovation, dégagant les poutres, mettant les pierres des murs en valeur, ajoutant des lucarnes au toit, aménageant le grenier... bref du pain sur la planche pour au moins 4 à 5 bonnes années... et il y a aussi les chevaux à dresser, les chats siamois et le berger allemand dont il faut s'occuper, les projets d'écurie et...

— Le hasard fait beaucoup de choses mais si tu te place en position pour recevoir la balle que tu veux, il est assez rare que tu sois déçu.

Jocelyne Bertrand  
Lettres 1970

**LES DIPLOMÉS DE L'U. DE M.  
CASE POSTALE 6128  
MONTREAL 101**

Veuillez prendre note que M/

	Nom	Faculté	Promotion	
	Employé	a		

Date: ..... Lieu: .....

\* Nomination, participation à une réunion, conférence, etc. — Photo.

Vous trouverez ci-joint copie de

Date: ..... Signature: .....

Bon nombre de nouvelles des diplômés, nominations, promotions, etc., échappent au personnel administratif et rédactionnel de L'INTERDIT. Il s'en excuse tout en demandant à tous ceux qui sont au courant de ce genre de nouvelles de collaborer avec lui et de l'avertir de toutes nominations, promotions, événements de la vie des diplômés dont ils auraient connaissance en se servant du bulletin ci-contre.

# nouvelles diplômés

**UNE ENTREVUE AVEC  
LA PRÉSIDENTE DE L'A.F.D.U.:**

**«LES DIPLÔMÉES  
DOIVENT S'UNIR  
AFIN D'ASSURER  
LE RESPECT DES  
DROITS ACQUIS»**



En 1949, Madame Florence Martel, la deuxième bachelière canadienne-française après Marie Gérin-Lajoie, fonda la Société des femmes universitaires de Montréal. Le but de ce groupement, affilié à la Fédération internationale des femmes universitaires, était d'aider la jeunesse étudiante par des bourses et de permettre aux femmes professionnelles de se connaître, de s'entraider, d'échanger leurs vues, et de stimuler par ces contacts leur ardeur au travail.

Aujourd'hui, la Société est devenue l'Association des femmes diplômées des universités, section de Montréal, mieux connue sous le nom de l'A.F.D.U. La présidente actuelle est Raymonde Marinier, bachelière en pharmacie de l'Université de Montréal et docteur en pharmacologie de l'Université de Paris. Elle est présentement professeur agrégé à la Faculté de Pharmacie de l'Université de Montréal.

Bien que l'Association accueille dans ses rangs les diplômées de toutes les universités, la section de Montréal compte actuellement **82% de diplômées de l'Université de Montréal** dans ses effectifs. C'est donc dire qu'elles y sont largement majoritaires!

**L'avenir des associations féminines**

- Raymonde Marinier, croyez-vous à l'avenir des associations féminines?

- Oui, j'y crois beaucoup. Alors que plusieurs associa-

tions mixtes ou masculines sont disparues, la nôtre est en voie de progression et le nombre de ses membres s'est sensiblement accru cette année puisqu'il a presque doublé. Je crois cependant que la force des associations féminines est intimement liée à l'engagement personnel de leurs membres. Une association forte et durable ne peut plus fonctionner avec des spectateurs. Elle suppose obligatoirement une participation positive, un désir d'action chez ses membres, un regroupement de forces pour faire valoir des objectifs communs.

- Comment en êtes-vous arrivée à vous occuper de l'Association des femmes diplômées?

- J'y suis venue graduellement. Au départ, j'ai participé aux journées d'orientation qui étaient organisées par notre association. Il y a eu aussi des tables rondes sur les objectifs de l'association où j'ai émis certaines idées que j'estimais devoir être défendues par notre groupe. Je fus ensuite invitée à faire partie du Conseil dont j'assume, cette année, la présidence.

- Quels sont actuellement les buts de votre association?

- Disons d'abord que nous ne sommes pas une association féministe au sens agressif du terme. Ce que nous voulons, c'est particulièrement la promotion de la compétence chez la femme: promotion qui lui permette d'assurer son plein épanouissement dans notre société moderne, compétence qui élargit automatiquement son champ d'action. Nous voulons permettre aux deux entités, hommes et femmes de s'épanouir librement et nous ne cherchons pas du tout à défendre une stricte égalité! Je crois que l'Association peut contribuer à la redéfinition du rôle de la femme dans la société.

**La participation des femmes à l'évolution sociale**

- Dans quel sens évolue, selon vous, la participation féminine à la construction de la société?

- Les femmes ont depuis longtemps leur place sur le marché du travail. Mais une très faible minorité a occupé à date des postes importants. C'est peut-être cela qui est en train de changer. Elles atteignent, de plus en plus, des échelons élevés. Ainsi, en ce qui a trait aux études avancées, l'on n'observe plus la discrimination d'il y a vingt ans. Les possibilités d'accès aux études supérieures s'élargissant, les femmes sont par le fait même en mesure d'assumer des fonctions plus exigeantes. Il ne faut cependant pas croire que ces postes plus élevés lui seront automatiquement offerts! Elles doivent lutter pour les obtenir et c'est là qu'une association comme la nôtre peut jouer un rôle d'information et que son pouvoir de pression devient très important.

- Vous croyez donc qu'il n'y a plus de discrimination au plan des études?

- Actuellement, les filles peuvent faire les mêmes études que les garçons. Lentement, les portes des facultés se sont ouvertes grâce aux luttes qu'ont menées un certain nombre de femmes comme Florence Martel dont nous parlions au début. Mais il faut voir à ce que ces portes demeurent ouvertes. De plus en plus de femmes sont présentes dans les facultés et parfois elles y sont même en majorité. Ainsi en Pharmacie, nous comptons 50% de femmes en 1ère année. Quand on pense qu'en 1920 un règlement avait interdit aux femmes la pratique de cette profession! Les jeunes aujourd'hui ne se rendent pas toujours compte des pressions qu'il a fallu exercer pour obtenir ces droits. Ce sont des associations comme la nôtre qui ont pu, à certains moments propices, faire avancer la cause.

C'est pour ça que je crois aux associations féminines. Vous savez, dans toute situation, c'est la personne intéressée qui doit s'occuper de ses affaires. Ce ne sont pas les autres qui céderont leur place. Dans une pyramide, c'est rarement celui qui est au haut qui aide les autres à monter. Une solidarité féminine est très utile présentement autant pour des raisons d'efficacité que de stratégie. Les femmes vivent des situations nouvelles. Elles se retrouvent en minorité dans bon nombre de situations et d'associations mixtes. Pourquoi ne pas s'assurer alors d'une action concertée vers des objectifs qui lui sont tout à fait particuliers.

- Les diplômées de l'Université de Montréal sont-elles très actives dans votre association?

- Oui, beaucoup et de plus en plus. On aimerait cependant les y retrouver en nombre plus grand. Nous sommes loin d'avoir atteint nos objectifs en terme de participation; nous attendons bien davantage de la part des diplômées de l'U. de M. et nous sommes persuadées qu'elles s'attendent elles-mêmes à beaucoup plus de la part d'une association qui refléterait fidèlement leurs opinions et leurs aspirations collectives.

**Un appel à la vigilance**

- Croyez-vous que les femmes diplômées sont prêtes autant que les autres, à défendre les droits des femmes?

- Celles qui ont réussi ont souvent été les choyées du système. Elles ne représentent qu'un pourcentage de celles qui avaient le potentiel intellectuel pour faire des études. Le fait d'avoir été ainsi privilégiées, d'avoir profité de l'amélioration du statut de la femme devrait les inciter, il me semble à un engagement personnel, car il reste encore beaucoup à faire et la société attend beaucoup d'elles. La réponse n'est pas toujours aussi enthousiaste qu'on la souhaiterait.

- Une meilleure participation des diplômées de l'Université de Montréal permettrait-elle à l'Association de jouer un rôle plus efficace?

- Bien sûr, je crois en effet que les années décisives se jouent présentement. Différentes étapes ont été franchies. L'une des plus importantes fut l'ouverture des portes de l'Université, aux femmes. Elles y sont et dans l'ensemble elles y réussissent très bien. Mais maintenant il ne faut pas se leurrer: les facultés sont débordées. Dans plusieurs disciplines, les critères de sélection des candidats qui reposent en grande partie sur le dossier académique sont repensés. Dans quel sens cela se fera-t-il? Ne remettra-t-on pas en vigueur des contingents basés sur le sexe? Certains comités étudient la question. Les associations devront être vigilantes pour s'assurer le respect des droits auxquels elles tiennent beaucoup. Quelles seront les nouvelles règles du jeu? Les femmes doivent être attentives et regroupées, les revendications individuelles ayant évidemment peu de chance d'aller bien loin.

- Quels sont les réalisations et les projets de votre Association?

- La société de participation dans laquelle nous évoluons présentement, donne à chacun le droit de parole. Les associations comme la nôtre sont souvent invitées à donner leur opinion sur des rapports, des projets de lois, des travaux de commissions gouvernementales, etc. Nous avons établi à l'Association un système de comités qui permet de mettre rapidement sur pied des groupes pour étudier les questions du jour et prendre ensuite position au nom de notre groupement. Notre collaboration avec l'Association des Diplômés de l'Université de Montréal a toujours été très étroite et ils nous rendent de grands services. Quant à nos réalisations, nous avons organisé plusieurs colloques, et rédigé plusieurs mémoires portant sur des problèmes d'éducation et de politique sociale dans le but de sensibiliser soit le public et souvent le Gouvernement lors de l'élaboration de nouvelles politiques au Québec. L'une des préoccupations majeures de ces dernières années fut sans contredit l'étude du Rapport de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada. Nous avons voulu faire connaître ce rapport à nos membres et au public. Pour nos projets, ils sont très nombreux. Nous voulons continuer d'approfondir le Rapport Bird, étudier le Rapport Gendron et peut-être le Rapport Le Dain. Nous avons du travail et mon plus grand vœu serait de convaincre les Diplômées de l'U. de M. de venir avec nous discuter des recommandations proposées par le Rapport sur la situation de la femme. C'est maintenant, avant l'adoption des nouvelles politiques sur ces questions, que nous devons agir. Il ne faut pas penser que tout est fait. Si les choses ont changé, c'est que des femmes s'en sont occupées. Il faut maintenant s'assurer que les droits acquis seront respectés et en obtenir de nouveaux.

**Michèle JEAN  
LETTRES 1971**

# le carnet

## AGRONOMIE

1936

M. Jean-Marie Martin, agronome, professeur titulaire d'économie à l'Université Laval et ancien président du Conseil supérieur de l'éducation du Québec (1964-1968) vient d'être nommé premier président du Conseil de presse du Québec.

## DIÉTÉTIQUE

1948

Mlle Hazel Bennett, professeur à l'Université de Montréal, a été nommée récemment membre du panel formé par le «Market Developing Center» de la province d'Île-du-

Québec, a été élu président et directeur général de Avisotek Inc.

1964

M. Robert Chevrier, c.a., a été nommé au poste de Directeur des services administratifs de la Compagnie Québec Poultry Limitée.

## MÉDECINE

1948

Le docteur Claude Fortier, directeur des laboratoires d'endocrinologie et du département de physiologie à l'Université Laval, a reçu récemment le «Prix Scientifique du Québec», 1972, pour l'ensemble de ses travaux de recherche en endocrinologie. Le

M. Huot sera responsable de la coordination et de la supervision des activités de cette division.

1960

M. Yves Picard a été nommé au poste de vice-président, Construction, de la compagnie Miron Limitée.

1961

M. Louis-G. Racicot, ingénieur, a été nommé directeur de l'exploitation de la Division des Services Professionnels de la compagnie Warnock Hersey International Limited. M. Racicot s'occupe de toutes les exploitations de la DSP et de ses

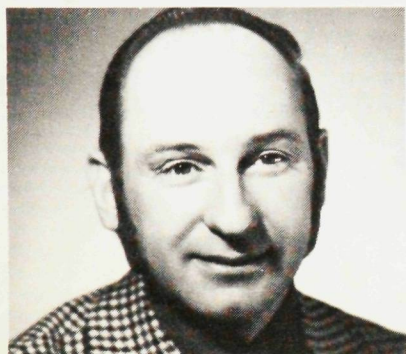
de son poste d'ingénieur en chef pour Shell Canada au mois de juin 1972.

1964

M. Yves Paré, ingénieur, a été nommé directeur des ventes de la compagnie Mulco Inc.

1969

M. Serge Lessard, ingénieur chimiste, fait maintenant partie des ingénieurs-conseils Labrecque, Vézina et Associés. M. Lessard s'occupera plus particulièrement du traitement des eaux potables et résiduaires, domestiques et industrielles.



REGENT LORANGER

Prince-Edouard pour juger l'excellence des produits agricoles et des pêcheries de l'I.P.E.

## DROIT

1944

M. Maurice Riel c.r., avocat de profession, administrateur de Royal Trust Company ainsi que plusieurs importantes firmes canadiennes a été nommé administrateur du Conseil d'administration d'Air Liquide Canada.

## H.E.C.

1958

M. Régent Loranger, président de A. Loranger Construction Limitée et vice-président de la Corporation Générale Mercure Inc. a été élu président de l'Association des Constructeurs du Montréal Métropolitain.

1961

M. Louis-Paul Nolet, président et directeur général de Orange Maison Inc. ainsi que plusieurs autres com-



LOUIS-PAUL NOLET

docteur Fortier est aussi président désigné de la Fédération canadienne des Sociétés de Biologie pour l'année 1973-74.

## PHILOSOPHIE

1962

M. Michel Thériault, chef du Service des acquisitions de la direction des Bibliothèques de l'Université de Montréal, a été élu président de la Corporation des Bibliothécaires professionnels du Québec.

## POLYTECHNIQUE

1946

M. Camille Dagenais, président des Entreprises S.N.C. Limitée, a été nommé au poste d'administrateur de la Société Marine Industrie Limitée.

1958

M. Jules-A. Huot a été nommé au poste de chef de la division, gestion de porte-feuilles, aux services financiers de la Fiducie du Québec.



DR CLAUDE FORTIER

filiales au Canada et à l'étranger.

1963

M. Jacques De Broux, vice-président de la compagnie Aquila BST Limited, a été élu directeur des systèmes d'information Télé-Direct Limitée.

1963

M. Claude Gagnon, c.a., a été nommé président et directeur général des compagnies le Petit Journal Limité et de Dernière Heure Limitée.

1963

M. Guy-L. Roberge, ingénieur, a été nommé directeur-gérant de Mulco Inc. et Technique & Construction Inc. qui devient Mulco Inc.

1964

M. Georges Liby a été nommé président de Interex Design, bureau d'architectes-paysagistes et botanistes-conseils. M. Liby a démissionné



GEORGES LIBY

## SCIENCES

1947

M. Florian Bonnier, chimiste professionnel, a été nommé vice-président-directeur-général de «The Carter White Lead Company of Canada, Limited». M. Bonnier est président de la corporation des Chimistes Professionnels du Québec.

1960

M. Denis Boutin a été élu président de l'Institut d'Analyse du Cidre Inc. M. Boutin a obtenu un diplôme en pharmacologie à l'Université de Montréal en 1970.

M. Raymond Lavigne a été nommé au poste de gérant des ventes pour le district de Toronto de la compagnie Upjohn du Canada.

## SCIENCES SOCIALES

1953

M. l'Abbé Pierre Hurteau, directeur de l'Office de Pastorale Paroissiale, du diocèse de Montréal, a été décoré de l'Ordre du Canada, à titre de membre.

# INVITATION

Le 7 mai prochain, un colloque est organisé par le comité d'éducation de l'Association des Femmes diplômées des Universités sur le rapport de la commission d'enquête sur l'enseignement des arts au Québec (rapport Rioux).

Thème à l'étude: Art et nouvelle pédagogie

Parmi les conférenciers invités: Marcel Rioux, sociologue et Michel Coron, psychologue.

Pour information s'adresser à Madeleine Préclaire: 739-4637 ou 342-1320 local 337.



# L'AGENCE DES DIPLOMÉS

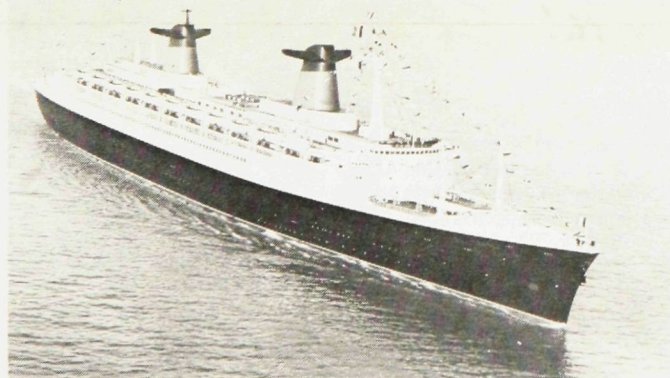
VOUS PROPOSE:

## DÉPARTS GROUPES SPÉCIAUX VERS PARIS

départ	retour	durée	via	prix
21 mai	12 juin	22 jours	AIR CANADA	\$214
27 mai	23 juin	27 jours	AIR FRANCE	\$210
16 juin	7 juillet	21 jours	AIR FRANCE	\$210
23 juin	14 juillet	21 jours	AIR FRANCE	\$210
13 août	4 sept.	22 jours	AIR CANADA	\$214
17 sept.	9 octobre	22 jours	AIR CANADA	\$189
19 sept.	18 octobre	29 jours	AIR CANADA	\$189

Réservations au moins 15 jours à l'avance pour les départs de mai, 30 jours pour les départs de juin, 60 jours pour les départs d'août et 90 jours pour les départs de septembre.

**SOYEZ PRÉVOYANTS - RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT**



## CROISIÈRE SPÉCIALE DES DIPLOMÉS

Du 1er au 9 novembre

## SS FRANCE AUX ANTILLES

NEW YORK - ST-MARTIN - FORT DE FRANCE - ST-THOMAS - LA MEILLEURE TABLE DE FRANCE SUR LE PLUS BEAU PAQUEBOT DU MONDE.

Prix: de \$365. à \$895.

## L'EUROPE EN LIBERTÉ

Sillonner les routes européennes à votre gré - Plan d'achat ou location de voitures impeccables - kilométrage illimité.

Renault 4	1 sem. \$ 77	2 sem. \$152	3 sem. \$228
Renault 12	\$115	\$228	\$340
Renault 16	\$129	\$258	\$386
Peugeot 504	\$152	\$303	\$455



3428, ST-DENIS  
MONTRÉAL 131

et

GALERIES  
D'ANJOU